



Pour la transition alimentaire, n'attendons pas demain

Se nourrir est la condition de la vie, c'est aussi le reflet d'une époque. Le chef de l'Etat a décidé d'invoquer le souvenir des Etats généraux à propos de notre alimentation, il nous revient de lui rappeler qui est ici le tiers Etat : tous ceux dont on étouffe la voix de longue date et ne semblent pas davantage écoutés aujourd'hui.

La politique productiviste défendue par ce gouvernement et ses alliés de l'agrobusiness est devenue insoutenable pour les agriculteurs, comme pour les consommateurs ; pour la santé comme pour le climat et la condition animale. Dernière démonstration : la suppression de l'aide au maintien des agriculteurs bio, directement inspirée par le lobby des marchands de pesticides et la mise en œuvre, même provisoire, du CETA.

La politique du gouvernement conduira à une agriculture toujours plus industrielle, prédatrice et standardisée.

Ces débats manquent d'ambition côté gouvernement. Sous couvert de démocratie et de modernité, la politique du gouvernement conduira à une agriculture toujours plus industrielle, prédatrice et standardisée, avec la complicité de la FNSEA, le syndicat agricole qui exhorte les producteurs à utiliser toujours plus de pesticides, à agrandir la taille de leurs exploitations, à s'endetter pour rester compétitifs et produire davantage... Ce qui fait les affaires de la grande distribution, grande gagnante de cette logique libérale et productiviste qui, d'un côté impose à ses producteurs des prix toujours plus faibles et de l'autre augmente ses marges à des niveaux extravagants. Tout le contraire de la recherche du « juste prix », celui qui garantirait aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail et aux consommateurs de se procurer des produits de qualité à un coût abordable.

Cet état de fait dont nous sommes tous les victimes n'est en rien une fatalité. L'aridité de ce monde sans saveur ni solidarité a provoqué de nouveaux comportements alimentaires, des pratiques agricoles innovantes, de nouveaux services collaboratifs, une mobilisation citoyenne, qui trouvent écho chez des producteurs organisés et engagés dans une démarche durable qui commence par le « bien manger ».

Des solutions existent,

N'attendons pas demain pour mener à bien cette transition. Des solutions existent pour transformer en profondeur notre modèle alimentaire. Le courage politique consiste à garantir maintenant un droit à une alimentation saine pour tous.

Il passe par une nouvelle « démocratie alimentaire », basée sur le soutien aux agriculteurs en transition souhaitant sortir du modèle productiviste, l'information des consommateurs, l'encadrement du marché, le refus des accords de libre-échange, le soutien aux nouvelles filières et au commerce équitable, la protection des terres agricoles, la promotion de circuits courts et de l'innovation, la structuration de la filière bio. En instaurant par exemple une TVA différenciée sur les produits dont la production est faible en rejet de gaz à effets de serre, l'Etat pourrait inciter à une production de meilleure qualité et favoriserait les agriculteurs qui ne veulent plus utiliser de produits nocifs.

Les exigences contemporaines modifient les pratiques alimentaires qui elles-mêmes évoluent au gré de l'offre de nouveaux services. La « foodTech » s'installe dans nos assiettes, présentée comme une innovation alors qu'elle répond à la numérisation et à l'uniformisation de nos modes de vie, avec son lot de régimes personnalisés, de « coachs » nutritionnels, d'exigence de l'immédiat, de « nouveaux » goûts, qui bouleversent l'ensemble de la chaîne alimentaire. La cuisine de demain se passera-t-elle de l'humain quand un dessert peut sortir d'une imprimante 3D et une recette être imaginée par un logiciel pendant que dans la grande distribution, le personnel est remplacé par des robots ?

Dans le cadre de cette défense d'une politique alimentaire ambitieuse pour le 21^e siècle, nous soutenons [les 63 propositions concrètes et généreuses](#) portées par les organisations agricoles, rurales, environnementales, de santé, de solidarité internationale, ainsi que du réseau étudiant, regroupés pour faire entendre les voix des citoyens pendant ces états généraux de l'alimentation. Nous souhaitons que les recommandations des ateliers donnent lieu à des engagements fermes du gouvernement pour que les conditions de la transition vers l'agro-écologie soient réunies au plus vite.